



Dans certains pays d'Europe de l'Est, l'État de droit est mis sous pression et dans l'Ouest de l'Europe, les bienfaits de la démocratie sont remis en cause ici ou là. Dix-sept fondations européennes ont décidé qu'il était grand temps d'insuffler une vie nouvelle aux démocraties européennes. Elles ont créé dans ce but le Fund for Democracy and Solidarity in Europe.

Un souffle nouveau pour la démocratie en Europe

Les temps sont durs pour la démocratie en Europe. Dans certains États membres de l'UE, des gouvernements autoritaro-populistes ou antilibéraux touchent à l'indépendance de l'État de droit et musèlent des organisations citoyennes critiques et des médias indépendants. De plus en plus, des signaux d'alerte émergent dans toute l'Europe face au discours et au succès de certains mouvements qui prônent une Europe plus nationaliste, fermée, antilibérale, autoritaire et tournée vers le passé.

Des fondations telles que la Fondation Roi Baudouin ont acquis de l'expérience dans le renforcement du tissu démocratique, par exemple en soutenant des organisations citoyennes ou des initiatives en faveur de la cohésion sociale. Elles n'entendent pas rester les bras croisés. Elles ont créé l'an dernier le Fund for Democracy and Solidarity in Europe, qui veut redynamiser l'avenir de l'Europe.

Rassembler les forces

"Dix-sept fondations de l'Europe des 28, de Suisse et de Norvège ont regroupé leurs forces pour soutenir la démocratie et plus particulièrement, les organisations pro-démocratiques," explique Nicolas Rougy, directeur du Fund for Democracy and Solidarity in Europe. Comme elles sont actives dans différents pays et sur différentes thématiques, elles se complètent mutuellement. La Fondation Roi Baudouin préside le Fonds.

La démocratie en Europe fait face à de nombreux défis. Mais dans une première phase, qui s'étend sur trois ans, le Fund for Democracy and Solidarity in Europe se concentre sur deux grands enjeux : veiller à ce que la société civile dispose d'un espace suffisant pour pouvoir fonctionner et améliorer la qualité du débat public face à la prévalence du numérique sur les médias classiques. Ces deux enjeux touchent au cœur d'une démocratie saine.

"Les citoyens doivent pouvoir prendre part activement à la société, entre autres grâce à une société civile forte," précise Nicolas Rougy. "Mais pour cela, il faut que les gens soient bien informés et que cette information soit de bonne qualité." Pour l'instant, le débat public s'appauvrit et se polarise, avec des 'camps' qui s'affrontent sur les médias numériques, depuis leurs propre bulle médiatique et en diffusant des 'fake news'.

Nouer des coalitions

"Le contexte est différent dans chaque pays et il n'appartient pas au Fonds de déterminer le contenu des priorités. Nous voulons encourager les organisations de la société civile à regrouper leurs moyens et leur expertise, et à nouer des coalitions. Nous voulons aussi soutenir ces collaborations de manière structurelle."

Concrètement, les organisations pourront se porter candidates dans le cadre d'appels à projets.

Le premier sera lancé au printemps. Les organisations sélectionnées bénéficieront d'un soutien financier pour renforcer leur capacité et leur fonctionnement. Elles seront également soutenues dans la création de coalitions en faveur d'activités qui renforcent la démocratie et défendent la société civile. Enfin, des ateliers internationaux leur permettront de travailler en réseau et de tirer des leçons de l'expérience d'organisations d'autres pays européens.

Un problème complexe

Le volet sur le débat public est encore en train de prendre forme. "C'est un problème complexe," indique Nicolas Rougy. "Le cadre réglementaire qui doit réguler l'espace public numérique est toujours en cours d'élaboration et la société civile qui se préoccupe de ce thème est en plein développement. Nous devons donc aider des ONG à participer activement au débat politique. Mais nous devons aussi savoir de quoi il est précisément question avant de proposer des solutions."

"Les citoyens doivent pouvoir prendre part activement à la société, mais pour pouvoir participer en étant bien informé, il faut un débat public de qualité."

NICOLAS ROUGY,
Fund for Democracy and
Solidarity in Europe